

La semaine dernière à l'Assemblée nationale est à marquer d'une pierre blanche. Après avoir été la béquille du macronisme finissant, l'extrême-droite est devenue le ciment des droites autour d'un texte raciste soutenu par le bloc des député.es de la droite et du RN, voté à une voix près grâce à l'absence bienveillante du centre. C'est une première qui confirme que la bourgeoisie a choisi de miser sur le RN pour défendre ses intérêts.

Pour preuve ou comme par hasard, pendant ce temps, les mêmes refusaient de voter pour la modeste taxe Zucman, pour la nationalisation d'Arcelor Mittal, proposition du PCF qui aurait permis de préserver la souveraineté de la France dans le domaine de l'acier, pour conditionner les 211 milliards d'aides publiques aux entreprises.

RÉPUBLICAINES **LES LANDES**

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2528 – Jeudi 13 novembre 2025

STOP AUX

211

Milliards

sans condition pour les grandes entreprises

EXIGEONS QUE L'ARGENT PUBLIC
SERVE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL !

L'urgence de sauver les associations pour une société plus juste, plus libre et plus humaine !

Les 2 millions d'associations de notre pays, leurs 16 millions de bénévoles et près de 1,8 millions de salariés sont une richesse majeure de notre société. Dans le sport, la culture, dans nos communes, auprès des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap, pour nos enfants, pour la solidarité, pour l'éducation populaire, le rôle des associations en France est essentiel et unique en Europe. Elles sont pourtant mises en grave danger. 186 000 emplois sont menacés et des associations vont disparaître en raison des politiques de rigueur dures et injustes qui s'appliquent. Nous appelons à agir ensemble.

Un secteur vital asphyxié

Partout, le secteur associatif est fragilisé par l'austérité qui mine le tissu social et solidaire de notre République. En affaiblissant les communes et les associations, le Gouvernement tourne le dos à un projet de société émancipateur.

Les coupes budgétaires de 2025 ont déjà provoqué un séisme pour l'emploi associatif. Celles prévues pour 2026 amplifieront la crise et menaceront la survie même des associations. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- moins 44 millions pour la jeunesse et l'éducation populaire
- moins 45 millions pour la démocratisation culturelle et artistique
- moins 145 millions pour le sport

Bien que le secteur pèse **124 milliards d'euros** (3,3 % du PIB) et **près de 10 % de l'emploi privé**, l'enquête du Mouvement Associatif (mars 2025) révèle que :

- **69 %** des associations employeuses déclarent des fonds propres fragiles ou nuls,
- **45 %** voient leurs subventions baisser,
- **39 %** envisagent des réductions d'effectifs,
- **28 %** se voient contraintes de réduire ou annuler des actions.

La suppression des emplois aidés (PEC, CUI, CAE, adultes relais) a déjà affecté 48 % des associations. Retards de versement des fonds publics, inflation, charges administratives : les équipes comme les bénévoles sont découragés.

Derrière ces chiffres, ce sont des milliers d'accompagnements et de lieux de lien social qui disparaissent, au profit de l'isolement et de la pauvreté.

Refuser la remise en cause de l'autonomie et de l'indépendance des associations

Dans le même temps, la dérive autoritaire se renforce. Depuis 2021, les associations doivent signer un Contrat d'Engagement Républicain (CER) pour toute demande de subvention ouvrant la voie par exemple à des injonctions de Préfets sur le conditionnement des financements et sur le contenu des projets.

De plus, les appels d'offres enferment les associations dans un rôle de prestataires, les placent en situation de concurrence entre elles, au détriment des publics — notamment les plus fragiles — comme

l'a souligné le Haut Conseil à la Vie Associative

Pour un plan d'urgence

En cohérence avec le rapport de 2024 du Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) « *Renforcer le financement des associations : une urgence démocratique* », nous demandons un plan d'urgence aujourd'hui indispensable pour sauver les associations et redonner vie au projet républicain :

- Restaurer des financements stables : Réinjecter des fonds publics, accélérer et systématiser les procédures de conventionnements pluriannuelles, augmenter les acomptes et garantir des subventions pérennes,
- Appliquer la Charte d'engagement réciproque entre l'État, le Mouvement associatif et les Collectivités territoriales,
- Simplifier les démarches bancaires,
- Instaurer une fiscalité plus favorable en concertation avec les représentants du secteur associatif,
- Simplifier l'administratif : uniformiser les démarches via une plate-forme unique comme LeCompteAsso,
- Développer des réseaux d'appui locaux pour orienter les associations en difficulté,
- Soutenir les bénévoles : Revaloriser le Fonds de Développement de la Vie Associative (FDVA) et lever les freins administratifs pour encourager l'engagement et la prise et l'exercice de responsabilités,
- Abroger le contrat d'engagement dit « républicain » et veiller à l'autonomie et aux libertés associatives, en réaffirmant notre engagement déterminé tout en faisant respecter les lois contre le racisme et l'antisémitisme, pour la laïcité, les droits des femmes et des LGBTQI+.

Un appel à soutenir la mobilisation pour la défense du modèle associatif

Nous soutenons, dans le respect de notre diversité, toutes les mobilisations nationales et locales visant à faire reconnaître l'apport indispensable du secteur associatif. Les **plus de 350 initiatives du 11 octobre**, à l'appel du Mouvement Associatif, ont révélé l'ampleur de la crise.

Les associations sont au cœur du combat pour une République sociale, solidaire, laïque et démocratique. Nous, responsables publics et citoyens engagés, acteurs associatifs appelons à un sursaut collectif pour défendre le secteur associatif, sa contribution à l'égalité, à la solidarité et à la démocratie.

Les associations font vivre une société plus juste, plus libre et plus humaine.

Elles sont notre bien commun. Défendons-les.■

Je signe l'appel à soutenir la mobilisation pour la défense du modèle associatif en allant sur le site suivant :

<https://questionnaires.pcf.fr/index.php/749778?lang=fr>

Fast-fashion : le PCF dénonce l'arrivée de Shein et appelle à une réindustrialisation sociale et écologique

L'annonce de l'ouverture d'un espace de vente de la multinationale Shein dans un grand magasin parisien interpelle l'ensemble du pays. Elle illustre de manière flagrante l'offensive d'un modèle économique fondé sur l'exploitation des travailleurs et des travailleuses, l'ultra-consommation et le non-respect des normes sociales et environnementales les plus élémentaires.

Alors même que le gouvernement vient d'annoncer la suspension administrative de l'implantation de Shein, cette décision doit être consolidée et prolongée : elle ne peut rester un simple geste d'affichage. Elle doit s'accompagner de mesures structurelles contre la fast-fashion et pour la reconstruction de filières industrielles nationales.

Le Parti communiste français dénonce fermement la stratégie d'implantation de Shein en France, qui vise à banaliser un système de production parmi les plus destructeurs au monde : salaires de misère, travail forcé, pollution massive, opacité totale des chaînes d'approvisionnement, contournement des droits du travail et des règles européennes. En s'installant au cœur d'un espace commercial emblématique, Shein cherche à acquérir une respectabilité économique et culturelle que nous lui refusons.

Shein n'est pas « une marque comme les autres » : c'est un symbole d'une économie qui maltraite humains et territoires.

Rappelons que de nombreuses enquêtes mettent en évidence la non-conformité d'une grande partie de ses produits aux normes européennes, qu'aucune création d'emploi local n'est garantie, et que l'impact sur les commerces indépendants et les filières textiles françaises est dévastateur.

Shein est à ce jour contrôlée par des capitaux sino-américains. Cette multinationale est ainsi symbolique du capitalisme financiarisé mondialisé, où profit et spéculation priment sur les droits humains et l'intérêt général.

En outre, des enquêtes récentes ont révélé des dérives d'une gravité extrême, notamment la mise en vente sur la plateforme française de produits à caractère pédopornographique. Ce scandale, comme tant d'autres, démontre l'irresponsabilité totale de l'entreprise et l'absence de contrôle sur ses fournisseurs et ses contenus. À cela s'ajoutent des condamnations pour atteinte à la protection des données personnelles. Ce n'est pas seulement un modèle économique qui est en cause, c'est une conception de la dignité humaine et de l'État de droit.

Nous affirmons également qu'il est impossible de combattre la fast-fashion sans traiter la question des niveaux de vie en France. Lorsque des millions de personnes n'ont pas les moyens de s'habiller autrement que via des produits à très bas prix, c'est la faiblesse des salaires, des retraites qui nourrit ce modèle destructeur. Le combat contre Shein doit donc aller de pair avec l'augmentation des salaires et la justice sociale.

Le PCF appelle à un choix de société.

Nous refusons que l'avenir du commerce et de l'industrie française soit livré à des firmes prédatrices,

étrangères à tout principe de justice sociale et écologique.

Nous défendons au contraire :

- des filières textiles relocalisées, soutenues par la puissance publique ;
- des conditions de travail respectueuses des droits humains, des salaires décents et de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés ;
- l'économie circulaire, la réparation, la réutilisation, le commerce de proximité ;
- la transparence sur les chaînes d'approvisionnement et les impacts environnementaux.

Ce sont ces orientations que nous portons dans nos propositions de loi, dans les collectivités où nous agissons, et dans les mobilisations citoyennes aux côtés des commerçant·es, créateur·rices, travailleurs et travailleuses.

Nous appelons le gouvernement à confirmer, étendre et sécuriser la suspension de Shein, à engager la France dans la lutte contre les importations issues du dumping social et à soutenir une politique de relocalisation textile avec emploi, formation et salaires dignes.

La France doit faire le choix de l'économie au service de l'humain et du climat, pas celui de la fast-fashion jetable qui détruit tout sur son passage. ■



Emmanuel Macron avait promis de s'opposer à l'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Mercosur.

Aujourd'hui, il laisse la porte ouverte à sa ratification, au mépris de nos paysans, de notre souveraineté alimentaire et du climat.

Cet accord, c'est plus de déforestation, plus de viande importée à bas coût, plus de dumping social et environnemental.

Le PCF refuse cette logique de libre-échange qui sacrifie les travailleurs, les producteurs et la planète au profit des multinationales. Le gouvernement doit soumettre cet accord au vote du Parlement français. Le Mercosur c'est toujours non ! ■

Déclaration de Fabien Roussel – 11 novembre 2025

La France a commémoré l'Armistice du 11 novembre 1918.

Au cours de ces quatre années terribles du premier conflit mondial, 10 millions de militaires ont trouvé la mort. 9 millions de civils ont également été tués. 21 millions de femmes et d'hommes ont été blessés. Des générations entières ont été sacrifiées dans des proportions jusqu'alors inconnues dans l'histoire de l'Humanité.

Des dizaines de millions de vies brisées, sacrifiées et mutilées sur l'autel des nationalismes et des rivalités impérialistes entre puissances pour le partage du monde, de ses richesses et de ses débouchés commerciaux.

Alors que cette commémoration devrait être une opportunité politique pour dénoncer l'abomination de la guerre et réaffirmer collectivement que le combat pour la paix est la seule des batailles que l'Humanité a le droit et le devoir de mener, le Président de la République et une partie de la classe politique française entretiennent dans l'opinion publique, à dessein, un climat de peur et préparent les esprits à la guerre, justifiant ainsi la mobilisation de dizaines de milliards d'euros pour financer une nouvelle course à l'armement.

Après le doublement du budget des Armées, passé de 32 milliards en 2017 à 64 milliards d'euros prévus pour 2027, la ministre des Armées a même annoncé des crédits supplémentaires de 6,7 milliards d'euros pour l'année 2026.

Autant de richesses confisquées au détriment du développement de l'ensemble de nos services publics et de la promesse d'égalité et de solidarité qu'ils permettent d'incarner ; au détriment aussi d'une transition écologique urgente et vitale pour toute l'Humanité.

Cette participation de la France au réarmement massif en cours partout sur la planète alimente le cycle meurtrier de conflits dont les peuples sont, en 1914 comme en 2025, invariablement les premières et les seules victimes.

La défense nationale et la souveraineté de la France doivent être garanties. Ni la course à l'armement, ni l'inféodation militaire à l'OTAN et aux intérêts des États-Unis d'Amérique ne permettent de répondre à ce double impératif. Bien au contraire, elles alimentent la grande déstabilisation du monde et risquent fort d'entraîner notre pays dans un conflit qui pourrait bien être fatal à l'Humanité tout entière.

À l'heure où les morts s'amoncellent déjà par centaines de milliers, en Ukraine, au Soudan ou en Palestine, la paix devrait être au cœur des efforts diplomatiques de la France, au cœur des échanges et de l'action de la communauté internationale.

Mais la xénophobie, l'obscurantisme, les logiques de puissance et les profits des industriels de l'armement continuent, aujourd'hui comme hier, d'alimenter les politiques bellicistes et de saper tous les efforts de celles et de ceux qui tentent de bâtir un monde de paix et de sécurité humaine collective.

Le Parti communiste français continuera de porter haut l'ambition universelle de l'égalité entre les peuples et l'exigence de la résolution pacifique des conflits. Elles sont, toutes deux, les conditions de notre Humanité et indissociables du projet politique que nous portons depuis plus de 100 ans. ■

CE QUE JAURES NOUS DIT

... Demandez-vous belle jeunesse/ Le temps de l'ombre d'un souv'nir/ Le temps du souffle d'un soupir/ Pourquoi ont-ils tué Jaurès...Extrait de la chanson «Jaurès» créée en 1977 par Jacques Brel (1929-1978). Comment Jean Jaurès (né le 03/09/1859 à Castres, assassiné au Café du Croissant à Paris le 31/07/1914 à la veille du déclenchement de la 1ère guerre mondiale) peut-il nous aider à comprendre les bouleversements actuels du monde? L'étendue de la question, montre l'étendue du travail pour sans cesse défricher la pensée et les actes de Jaurès. La publication il y a quelques années du manuscrit de 1908 portant sur le congrès de refondation socialiste par Roland Foissac (né le 11/01/1945 à Carmaux, instituteur, secrétaire fédéral communiste du Tarn de 1986 à 2000, élu local) aide à comprendre l'évolution de la pensée de Jaurès dans le cadre des évolutions du monde de l'époque. Dans un moment où tant de repères se brisent sous l'effet de la «non-pensée» qui se répand, de la marche de monstres fascisants aux quatre coins de la planète, des grondements de multiples guerres, il est utile de confronter des opinions et faire émerger des idées dans nos activités militantes. Il est intéressant de mesurer à quel point la manière dont Jaurès militant de la prévention des guerres, porteur du concept d'arbitrage entre nations et acteurs infatigables dans la recherche des voies de paix résonnent avec les actions contemporaines. Il portait le combat non pas du «droit de la guerre» mais celui des droits des citoyens tout en insistant sur les combats contre le génocide des arméniens en 1915. Brûlante question qui s'ouvre sur d'autres génocides perpétrés depuis, dont celui des Tutsi au Rwanda du 7/04 au 29/07/1994 (plus de 500.000 morts) et surtout l'actualité de l'anéantissement de Gaza qualifié en droit par l'O.N.U de «présomption de génocide». Jaurès, député de Carmaux, prit aussi à bras-le-corps les enjeux de la propriété sociale et de la collectivisation et celle de la «souveraineté du travail» tout en montrant les évolutions des liens du Parti socialiste d'alors avec le syndicalisme. Dans sa défense de la république sociale Jaurès sut dépasser la contradiction entre réformisme et révolution. C'est tout le sens de sa reprise du concept «d'évolution révolutionnaire». Jaurès n'était pas «étatiste» mais concevait les transformations sociales comme un «processus» un «mouvement». Par ailleurs, dans les réflexions autour de sa pensée, on peut traiter les nouvelles urgences féministes et écologistes. «le discours à la jeunesse», présente les facettes du «Jaurès éducateur» qui considérerait l'accès à l'éducation comme «étape vers l'égalité sociale». «Si la justice s'obscurcit, le monde s'obscurcit et déperit», démontre l'éthique du tribun et son attachement à la justice, au droit et à la vérité. Jaurès lecteur d'Aristote et de Spinoza l'a amplement montré lors de son combat dans l'affaire Dreyfus et dans ses actions ultérieures en défendant l'état de droit «garant de la justice sociale et de la protection des citoyens». Le fondateur de L'Humanité a été tant de fois victime de campagnes de «fausses nouvelles» et de faux documents qui l'amena à s'en prendre aux «misérables qui font des fausses nouvelles et aux imbéciles qui les gobent». Les phrases de l'éditorial fondateur de L'Humanité en 1904 selon lesquelles: «C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles même les événements du monde» est plus que jamais d'actualité. Bessoulet (village où se trouve la maison du couple Jaurès dans le Tarn) avec les amis de Jaurès Toulouse, nous aide à découvrir à quel point Jaurès nous parle aujourd'hui, pour «semmer des germes de communisme». Soa pensade e soa accion èsten referencias preciós (Sa pensée et son action sont des repères précieux) ■

Roger La Mougne